



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Dialogue économique et financier franco-chinois

**Intervention de Michel SAPIN,
Ministre des Finances et des Comptes publics**

Bercy

Lundi 15 septembre 2014

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN : 01 53 18 41 13



Je voudrais commencer par saluer la visite à Paris du Vice-Premier ministre chinois MA Kai. Nous venons de présider ensemble la deuxième édition du "Dialogue économique et financier de haut niveau entre la France et la Chine", qui se tenait pour la première fois à Paris et qui constitue un cadre privilégié de discussions entre nos deux pays sur l'ensemble des questions économiques et financières.

Vous le savez, la relation franco-chinoise est une priorité pour le Gouvernement français.

La mise en place du dialogue économique et financier franco-chinois résulte de la volonté des présidents XI Jinping et François HOLLANDE de donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales, volonté réaffirmée lors de la visite d'Etat du président XI en France en mars dernier, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire des relations diplomatiques entre la République française et la République populaire de Chine.

Tout d'abord, laissez-moi vous rappeler l'importance et le dynamisme de la relation économique franco-chinoise.

Le commerce entre nos deux pays est considérable et progresse à un rythme annuel moyen de 10 % depuis 10 ans, et ce dans les deux sens : la Chine est ainsi aujourd'hui le deuxième pays fournisseur de la France derrière l'Allemagne, avec 40 Md€ d'exportations, tandis que la France exporte pour 15 Md€ de biens et services vers la Chine.

Le nombre d'entreprises françaises exportatrices vers la Chine a plus que doublé en 10 ans et s'élève aujourd'hui à environ 11 500 entreprises.

La croissance des investissements est également très marquée entre nos deux pays. Mon message à l'attention des investisseurs chinois est clair : la France accueille très favorablement les investissements chinois, qui sont créateurs d'emplois et de croissance dans notre pays.

Il existe déjà plusieurs expériences réussies d'investissements chinois en France et nous devons désormais capitaliser sur ces expériences.

Parmi ces partenariats exemplaires, je pense bien sûr à la très symbolique entrée du chinois Dongfeng au capital de Peugeot PSA pour 800 millions d'euros, à parité avec l'Etat français.

Je voudrais aussi citer la prise de participation de [2,5 Md€] de *China Investment Corporation* dans une filiale de GDF Suez, qui constitue l'un des plus gros investissements directs chinois en Europe à ce jour.

Mais les investissements chinois en France, ce ne sont pas seulement les investissements dans les grands groupes. Je salue par exemple l'investissement de 100 millions d'euros de SYNUTRA en Bretagne, aux côtés du groupe français SODIAAL, pour créer une usine de séchage de lait en Bretagne, qui permettra la création de près de 200 emplois.

Notre dialogue a permis de faire le point sur notre relation économique et commerciale, ainsi que sur les "partenariats structurants" qui ont porté son développement. Il s'agit notamment du nucléaire, secteur historique de coopération, et de l'aéronautique, domaine dans lequel notre partenariat s'approfondit, avec le renouvellement par Airbus d'un accord sur l'usine d'assemblage d'A320 à Tianjin (Chine).

Par ailleurs, notre dialogue économique a été l'occasion ce matin d'échanger sur le rôle de référence de la Place financière de Paris sur l'internationalisation de la monnaie chinoise, le Renminbi. Paris occupe une place de premier plan sur ce marché, qui est en pleine expansion.



Je voudrais vous donner un chiffre : de 20 % en 2012, la part des transactions entre la France et la Chine en Renminbi dans le total des transactions franco-chinoises est passée à 44 % aujourd'hui. La France occupe ainsi la première place en Europe pour la part de ses échanges avec la Chine libellés en RMB, devant le Royaume-Uni, le Luxembourg et l'Allemagne.

La France occupe aussi le deuxième rang européen, derrière le Luxembourg, en termes de dépôts bancaires en RMB.

Lors de notre dialogue, la Banque centrale chinoise nous a informés de la désignation de Bank of China en tant que banque de règlement en Renminbi à Paris. C'est une excellente nouvelle que je salue.

Autre signe de la qualité de nos échanges financiers : Paris, qui avait obtenu l'autorisation pour ses investisseurs institutionnels d'investir en Chine en RMB, bénéficiera d'un quota plus élevé qu'initialement prévu. BNP Paribas et Carmignac viennent justement d'obtenir cet agrément leur permettant d'investir directement en RMB sur le marché chinois. Ce sont, pour la France, les deux premières entités à obtenir cet agrément, il y en aura d'autres.

Enfin, notre dialogue a été l'occasion de faire le constat des positions convergentes entre nos deux pays sur de grands sujets économiques et financiers internationaux, notamment les engagements pris dans le cadre du G20, la gouvernance du FMI, la conférence Paris Climat 2015 ou encore la coopération fiscale.

Vous l'aurez compris, ce dialogue économique et financier franco-chinois est dense et revêt une importance stratégique pour nos deux pays.

Avec le Vice-Premier ministre MA Kai, nous avons donné aujourd'hui un nouvel élan à notre relation bilatérale dans les domaines économique, financier et commercial.

Cet élan, nous avons voulu l'inscrire dans la durée, dans la confiance et autour d'un agenda commun et bâti ensemble.

Je vous remercie de votre attention.